



GETTY IMAGES

Censure : fabriqué en Allemagne

- Josue Michels
- [30/08/2023](#)

L'ère de la liberté relative a subi un revers majeur le 25 août, jour de l'entrée en vigueur de la loi draconienne connue sous le nom de « règlement sur les services numériques » de l'Union européenne (DSA en anglais). À l'avenir, cette mesure pourrait être utilisée pour interdire des articles tels que celui-ci. Mais bien au-delà de la simple interdiction de la « désinformation » et des « discours de haine », la loi vise à interdire *tout* contenu, service ou activité illicite. Bien que la dsa lutte contre une partie des saletés et de la corruption autorisées et promues par les entreprises américaines, elle prépare également le terrain pour un système de contrôle étatique absolu sur l'internet.

PT_FR

En l'état actuel des choses, vous ne pouvez pas faire confiance aux médias ni aux moteurs de recherche sur Internet. Trouver des informations fiables sur le vaccin COVID en 2020 et début 2021 était tout simplement impossible. Ce que vous lisez en ligne est souvent teinté d'un parti pris contre la vérité. Les connaissances de base, que l'on trouve généralement dans de vieux livres, ne sont pas accessibles en ligne. Les critiques sont bannis et réduits au silence. Non seulement la dsa encourage ce comportement, mais elle inflige aux plateformes des amendes pouvant aller jusqu'à 6 pour cent de leur chiffre d'affaires mondial si elles ne censurent pas les indésirables. Si cela arrivait à X (anciennement connu sous le nom de Twitter), cela coûterait des centaines de millions de dollars ; pour Facebook, dont le propriétaire est Meta, des milliards.

"Can't answer a simple question, when you're literally regulating truth itself": In a slightly heated exchange, [@Ben_Scallan](#) questions Ireland's Media Minister Catherine Martin about the EU's Digital Services Act, which aims to censor alleged "misinformation" online. [#gript pic.twitter.com/KYmulDTHgj](#)

— gript (@griptmedia) [August 25, 2023](#)

Mais le règlement ne se contente pas d'interdire la « désinformation » des « très grandes plateformes en ligne et des très grands moteurs de recherche en ligne ».

Le règlement stipule ce qui suit : « Il convient, en particulier, de donner une définition large de la notion de 'contenu illicite' de façon à ce qu'elle couvre les informations relatives aux contenus, produits, services et activités illégaux. » Le fournisseur « devrait, dès qu'il a effectivement connaissance ou conscience d'une activité illégale ou d'un contenu illicite, agir rapidement

pour retirer ce contenu ou rendre l'accès à ce contenu impossible ».

L'*Institute for Strategic Dialogue* (Institut pour le dialogue stratégique, isd) travaille à informer les gouvernements et les plateformes sur la « désinformation ». En 2022, il a fait état d'un exemple en France qui relèverait du nouveau règlement de l'UE. À l'époque, la France empêchait les gens de participer à la vie sociale s'ils n'étaient pas vaccinés et s'ils n'avaient pas le passeport vaccinal correspondant. Certains ont collaboré en ligne pour créer de faux passeports de santé. L'isd affirme que le nouveau règlement de l'UE obligerait Google, Bing, Facebook, Instagram, WhatsApp, Telegram et Snapchat à mettre fin à ces activités « illégales ».

Un argument similaire pourrait être avancé en ce qui concerne le maintien de l'intégrité des élections. Supposons que vous ayez vu des preuves que les élections ont été volées et que vous souhaitiez partager vos observations et former des groupes pour protéger le processus démocratique. Si vous essayez de le faire en ligne, vous risquez d'être censuré par les plateformes numériques à la demande de l'État.

Le règlement vise également à lutter contre les « modèles obscurs » conçus pour manipuler les consommateurs afin qu'ils achètent des choses dont ils n'ont peut-être pas besoin ou qu'ils ne veulent même pas. Si la vaste industrie technologique des États-Unis est certainement corrompue, ce n'est peut-être pas non plus par altruisme que l'UE réglemente cette pratique malveillante. La réduction des ventes des concurrents américains profitera sans aucun doute à la filière européenne.

Un autre règlement concerne l'utilisation de l'internet par les enfants. Le *Guardian* note : « Pour les parents, incapables de contrôler tout ce que voit leur enfant, ce groupe de réglementations est probablement le plus important. Les plateformes n'auront plus le droit de cibler les enfants avec des publicités basées sur leurs données personnelles ou leurs cookies. »

Interdire aux plateformes de cibler les enfants, c'est bien. Mais si vous pensez que votre enfant sera désormais en sécurité en ligne, vous risquez d'avoir bientôt un enfant à l'écoute de la propagande d'État et hostile au bon sens et à la vérité.

Le *Guardian* conclut que les plateformes seront « légalement responsables de tout, des fausses nouvelles à la manipulation des consommateurs, en passant par la propagande russe et les activités criminelles, y compris la maltraitance des enfants ».

Bien que cela semble certainement bien, les fausses nouvelles peuvent être définies comme tout ce que l'État n'aime pas, et la « propagande russe » peut être définie comme des préoccupations légitimes sur l'état de notre démocratie. Le danger de la réglementation réside dans le pouvoir croissant du régulateur.

S'il est un domaine dans lequel l'Union européenne est en pointe, c'est bien celui de la réglementation. Les plateformes en ligne d'envergure mondiale adaptent souvent leurs algorithmes et leurs règles en fonction des régulateurs les plus importants et les plus stricts. À moins que l'on ne souhaite perdre le marché européen ou développer un ensemble d'algorithmes spécifiques pour chaque région d'opérations, il suffit d'accepter la réglementation de l'UE comme réglementation globale.

Ces réglementations établissent également des normes que d'autres adoptent de leur propre gré. Par exemple, les lois de l'UE sur la réglementation des données ont été copiées et adaptées à l'État de Californie. La réglementation de l'UE sur l'intelligence artificielle, bien qu'elle ne soit pas encore en vigueur, est également considérée comme la norme à suivre. En somme, l'UE cherche à prendre le contrôle de l'internet—et le pays le plus puissant de l'UE est l'Allemagne.

En 2019, le rédacteur en chef de la *Trompette*, Gerald Flurry, s'est penché sur la corruption des entreprises technologiques américaines et a mis en garde contre la réponse de l'Allemagne. « Nous devons mettre cette question dans le contexte de la prophétie biblique et de l'histoire », a-t-il écrit. « L'UE dirigée par l'Allemagne se comporte comme le Saint Empire romain s'est toujours comporté. L'Allemagne cherche une fois de plus à imposer sa volonté sur le monde. »

La Bible a beaucoup à dire sur la quête de l'Allemagne pour devenir une puissance mondiale. Pour en savoir plus, lisez « [L'Allemagne prend le contrôle de l'Internet](#) ».